LA VOIX DES TERRITOIRES SAHRAOUIS OCCUPÉS RESONNE DANS LES ENCEINTES DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Un seul printemps vous manque et tout est dépeuplé...

Soultana Java, H'mad Hammad, Mohamed Mayara et Brahim Sabbar sont des rescapés des geôles, des salles de tortures, de la Gégène et de la répression marocaine dans les territoires.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les territoires sont la partie du Sahara Occidental occupée par le Maroc depuis 1975, depuis la marche sanguinaire, rouge de sang appelée cyniquement «Marche verte». Depuis trois jours, une délégation d'ex-prisonniers politiques, des victimes de la répression et du non-droit marocain était à Bruxelles à l'initiative de plusieurs eurodéputés, ONG activistes des droits de l'homme et observateurs du droit international. Soultana Jaya, un œil perdu et une joue abîmée par la police du Makhzen à Laâyoune, sauvée par le système de santé de Barcelone grâce aux réseaux de soutien catalans au peuple sahraoui. H'mad Hammad, plusieurs fois arrêté, piétiné, malmené, torturé dans le territoire, au Sahara-Occidental colonisé. Brahim Sabbar et Mohamed Mayara, véritables légendes, témoins vivants du massacre du peuple sahraoui, de leur peuple. Pourtant, Soultana et les autres ne sont ici, à Bruxelles, que pour rappeler l'Europe, la communauté internationale et le monde entier à leurs obligations et engagements envers les populations sahraouies. Pierre Galand, président de la Task-Force de soutien mondial au peuple sahraoui : «Nous voulons une chose, une seule : que les Sahraouis aient la possibilité, pendant une journée, d'exprimer et de dire ce qu'ils veulent et avec qui ils veulent être. Cela s'appelle l'autodétermination et c'est consigné dans la doctrine de l'ONU en matière de décolonisation.»

Mohamed Sidati, ministre sahraoui auprès de l'Union européenne, préparateur politique du séjour des Sahraouis de l'Intérieur en Belgique a déclaré, au Soir d'Algérie : «Les Sahraouis ne sont pas ici pour demander l'aumône ou quémander autre chose que notre droit à l'autodétermination. L'Europe doit, c'est de sa responsabilité, exiger de son partenaire marocain qu'il se plie au droit et à la morale et accepter un référendum d'autodétermination pour notre peuple.»

Il est vrai, comme nous le rappellera un eurodéputé, partisan de la cause sahraouie, que si printemps arabe il y a, il doit se lever pour le peuple des ténèbres.

Autrement dit, un seul printemps vous manque, et tout est dépeuplé…

Nous y reviendrons.

A. M.

MAROC

Discussions et tensions pour la formation du prochain gouvernement

Nommé lundi Premier ministre par le roi du Maroc, l'islamiste Abdelilah Benkirane, vainqueur des législatives du 25 novembre, s'attelle au difficile exercice des alliances pour former un gouvernement de coalition forcément hétéroclite.

«Nous sommes en pleines réunions pour la formation du prochain gouvernement», a déclaré hier à l'AFP Abdelilah Benkirane, le nouveau chef du gouvernement marocain et secrétaire général du Parti justice et développement (PJD) qui a remporté les législatives du 25 novembre avec 107 élus, soit 27% du Parlement. «Nous ne pouvons pas conduire seuls le gouvernement. Nous allons donc nous allier avec d'autres partis», précise M. Benkirane dans un entretien hier au quotidien marocain *Al-Massae*.

Aucun parti n'étant en mesure d'obtenir une majorité, à cause du système électoral, le parti du Premier ministre doit obligatoirement trouver des allliances avec d'autres formations. C'est la première fois qu'un islamiste est chargé de former le gouvernement dans le royaume chérifien, où le souverain conserve une influence prépondérante dans le processus politique.

Dans ce contexte, la bataille des portefeuilles a bel et bien démarré dès mardi au sein des formations politiques prêtes à s'allier avec les islamistes, notamment l'Istiqlal, le parti du Premier ministre, et l'Union socialiste des forces populaires (USFP, coalition gouvernementale sortante). Ces deux partis sont réunis dans la «Koutla» une coalition de trois partis et membres de l'actuel gouvernement.

M. Benkirane devrait s'allier à la «Koutla» pour gouverner, indique-t-on dans son entourage. Mais les choses paraissent plus compliquées que prévu. «J'ignore si on participera au gouvernement. Il y a une forte tension entre les jeunes, favorables, et les dinosaures qui ne veulent pas céder», a déclaré à l'AFP Hassan Tariq, l'un des jeunes loups de l'USFP. «Notre conseil national va trancher sur la question de la participation lors de sa prochaine réunion samedi», selon M. Tariq.

A l'intérieur de l'Istiqlal, le parti le plus ancien du Maroc, les tensions étaient moins fortes mais de nombreuses voix ont également appelé à une non-alliance avec islamistes dont le parti sortirait perdant.

Créée en 1992, la Koutla compte 117 députés, ce qui constitue un apport politique essentiel pour le PJD. Le principal atout du parti islamiste réside dans son côté neuf, ce qui lui a attiré beaucoup de voix aux élections face à des rivaux usés par le pouvoir.

Le PJD «tire sa popularité de son appel à la moralisation de la vie publique et du fait qu'il se trouve non compromis, jusqu'à présent, par la gestion des affaires publiques», a indiqué le prince Moulay Hicham, cousin du roi, favorable à une réforme profonde de la monarchie, dans une interview à l'hebdomdaire français *Le Nouvel Observateur*. Il n'empêche que de sérieux défis attendent le prochain gouvernement parmi lesquels le chômage très élevé parmi les jeunes, les inégalités et la corruption sur fond de grogne sociale.

M. Benkirane a, d'ailleurs, tendu la main au Mouvement de contestation du 20 février — qui maintient la pression à travers des manifestations dans plusieurs villes du pays — en adoptant un ton plus conciliant à son égard.

Le Mouvement regroupe des islamistes fondamentalistes (tolérés mais non reconnus) de l'association Al Adl Wal Ihsan (Justice et spirtualité), des jeunes indépendants et des petits partis de gauche.

«Nous invitons nos frères d'Al Adl Wal Ihsan à revoir leur position de rupture à la lumière de la large victoire du PJD» aux élections, a proposé M. Benkirane, dans un discours prononcé après la victoire de son parti.

ÉGYPTE

Les islamistes donnés en tête au premier tour des législatives

Les islamistes en Egypte semblaient se diriger vers une victoire lors de la première phase des élections marquant le début de la transition démocratique après l'ère Moubarak et saluées comme un succès dans un contexte politique tendu.

Les Frères musulmans, la force politique la mieux organisée du pays, ont annoncé que leur façade politique, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) arrivait en tête selon les résultats préliminaires du premier tour d'un scrutin étalé sur près de quatre mois.

Chaque phase se déroule sur deux tours dans un tiers des 27 gouvernorats du pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'habitants. Le premier tour s'est ainsi tenu lundi et mardi dans neuf gouvernorats, notamment les deux plus grandes villes du pays, Le Caire et Alexandrie.

La dernière phase des législatives doit s'achever le 11 janvier, suivie par des élections pour la Choura (Chambre haute consultative) étalées jusqu'au 11 mars.

«Les premiers résultats obtenus depuis le début du dépouillement montrent que les listes du Parti de la liberté et de la justice arrivent en tête, suivies par le parti Al Nour (salafiste) et le Bloc égyptien (coalition libérale)», a indiqué le PLJ dans un communiqué.

Le PLJ affirme avoir obtenu les meilleurs scores respectivement à Fayyoum (130 km au sud du Caire), dans le gouvernorat de la mer Rouge (sud), au Caire et à Assiout (sud), selon le communiqué. La presse égyptienne de mercredi titrait déjà sur une victoire des islamistes selon «les premières indications» des centres de dépouillement. «Les islamistes et les libéraux en tête, recul des anciens partis», titrait le quotidien gouvernemental *Al Ahram*. «Les premiers signes montrent que le PLJ est crédité de 47% des voix tandis que le Bloc Egyptien remporterait 22%», affirmait le journal *Al Chourouq* (indépendant). Les Frères musulmans exigent que le parti qui obtiendrait la majorité parlementaire soit chargé de former le prochain gouvernement du pays, toujours dirigé par l'armée depuis la chute de Hosni Moubarak. «C'est la majorité parlementaire qui formera le gouvernement et ce sera un gouvernement de coalition», a déclaré le président du PLJ, Mohammad Moursi mercredi, cité par le site du parti. Réprimée et marginalisée sous Moubarak, la confrérie ne revendique pas ouvertement un «Etat islamique», mais son influence politique croissante inquiète les milieux laïques et coptes (chrétiens d'Egypte). Les islamistes ont été les grands vainqueurs des élections qui se sont tenues récemment en Tunisie et au Maroc dans la foulée du «Printemps arabe». Le premier tour, salué comme un «test de la démocratie» réussi, s'est achevé mardi soir dans un tiers des gouvernorats sans accroc, après deux semaines de manifestations massives hostiles aux militaires émaillées d'affrontements meurtriers. Washington s'est félicité du début du scrutin, citant les impressions «positives» des observateurs indépendants américains présents, tandis que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a «félicité le peuple d'Egypte» pour «sa détermination à réussir un changement démocratique». La presse note toutefois des tentatives d'intimidation de la part des islamistes, à l'instar du quotidien gouvernemental *Al Akhbar* qui affirme que les Frères musulmans et les salafistes ont essayé «d'influencer les électeurs».

Selon *Al Chourouq*, des islamistes à Louxor (Haute-Egypte) et Assiout (sud), ont «menacé de déclarer infidèle toute personne votant pour le Bloc Egyptien», dont le magnat copte Naguib Sawiris est le chef de file. La campagne électorale avait été éclipsée par une poussée de contestation du pouvoir militaire qui gouverne le pays depuis la chute de Moubarak, émaillée ces derniers jours de violences qui ont fait 42 morts et plus de 3 000 blessés. Si la mobilisation, notamment sur l'emblématique place Tahrir au Caire, s'est tassée lors du scrutin, les risques d'instabilité demeurent en raison de la longue durée du processus électoral et les incertitudes de la période post-électorale.

SYRIE

La Turquie annonce un train de sanctions contre Damas

La Turquie a emboîté le pas à la Ligue arabe et annoncé hier une série de sanctions économiques contre le régime syrien qui, selon son ministre des Affaires étrangères, s'est mis «dans l'impasse» en poursuivant la répression brutale du mouvement de contestation. Ces sanctions comprennent notamment un gel des transactions commerciales avec le gouvernement syrien ainsi qu'un gel similaire entre les banques centrales turque et syrienne, a dit Ahmet Davutoglu devant la presse à Ankara.

La Turquie, qui met ainsi à exécution ses menaces de sanctionner la Syrie après l'Union européenne et les pays arabes, va aussi suspendre sa coopération stratégique avec Damas et bloquer toute livraison d'armes à la Syrie et les crédits turcs destinés à la Syrie sont interrompus, a-t-il expliqué. «Tant qu'un gouvernement légitime, en paix avec la population du pays, ne sera pas en fonction en Syrie, le mécanisme de coopération stratégique de haut niveau sera suspendu», a dit le ministre, ajoutant que des mesures similaires seront, en outre, prises contre «des hommes d'affaires connus qui sont les défenseurs du régime syrien». Les sanctions turques font suite à celles annoncées dimanche par la Ligue arabe à l'encontre de la Syrie. Ahmet Davutoglu s'était rendu en personne à une rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'organisation panarabe le week-end dernier au Caire. Elles interviennent à la veille d'une visite en Turquie du vice-président américain Joe Biden, attendu vendredi à Ankara pour des entretiens avec les dirigeants turcs sur le dossier syrien notamment. D'ores et déjà, la compagnie publique de raffinage pétrolier turque Tupras a mis un terme à un contrat d'achat avec la compagnie nationale de pétrole syrienne Sytrol, rapportait hier le journal turc *Haberturk*, citant le P-dg de Tupras. Le contrat, en vigueur depuis 1995, a été rompu au début du mois de novembre, ajoute le journal.

Depuis le déclenchement des manifestations contre le régime du président Bachar Al-Assad en mars, la répression a fait plus de 3 500 morts selon l'ONU.

La Turquie, allié traditionnel des Etats-Unis au sein de l'Otan, a adopté une position de fermeté contre son voisin avec lequel elle avait considérablement développé ses rapports économiques et politiques ces dix dernières années et a appelé au départ du président syrien. Elle s'oppose toutefois à l'option militaire contre la Syrie. M. Davutoglu a tenu à préciser que les sanctions turques seraient essentiellement ciblées sur le régime syrien et ses dirigeants et n'affecteraient pas les civils. «Des mesures additionnelles» pourront être prises par le gouvernement turc dans l'avenir, a-t-il aussi prévenu. Ankara a déjà annoncé que l'approvisionnement en eau et électricité du voisin syrien ne serait pas coupé. M. Davutoglu a, en outre, dénoncé Damas pour avoir fait la sourde oreille aux appels de la Turquie et de la communauté internationale en faveur de réformes démocratiques pressantes, affirmant que ce régime «est dans l'impasse».

«Selon nous, le régime syrien, qui a refusé de saisir les multiples occasions qui lui ont été données pour arrêter la répression (...), est dans l'impasse», a-t-il souligné. Le ministre a affirmé mardi que la communauté internationale pourrait être amenée à décider l'instauration d'une zone tampon au cas où des centaines de milliers de Syriens chercheraient à fuir les violences dans leur pays, notamment lors d'un exode massif vers la Turquie qui accueille déjà 7 500 réfugiés syriens. Par ailleurs, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU tiendra vendredi une session spéciale sur la situation en Syrie, à la demande de l'Union européenne, apprend-on hier de source diplomatique européenne. «Il y aura une session spéciale du Conseil sur la situation des droits de l'homme en Syrie vendredi», a indiqué un diplomate à l'AFP, précisant que 28 pays avaient signé la demande de convocation de la session spéciale, la troisième cette année.

Un rapport accablant pour la Syrie a été publié lundi par la commission internationale d'enquête mandatée par le Conseil. Ce rapport a conclu que les autorités syriennes avaient commis des crimes contre l'humanité, dans leur répression des manifestations d'opposants au régime depuis mars.